

Qui sommes nous

YWCA Canada est le bureau national de ses 29 associations membres. Notre fédération représente des associations dans neuf provinces et deux territoires dont les programmes et services permettent aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre faisant face à de la violence, de la pauvreté et de l'itinérance d'accéder à des services au moment et à l'endroit où elles-iels-ils en ont le plus besoin.

Collectivement, nous sommes le plus grande fournisseuse d'hébergements d'urgence pour femmes, la plus grande fournisseuse de services d'employabilité et de conseil pour les femmes, et la deuxième plus grande fournisseuse de services de garde d'enfants au Canada.

Nos moteurs d'impact en tant que fédération sont de:

- Mettre fin à la violence basée sur le genre
- Fournir un logement stable et sécuritaire
- Atteindre l'équité économique
- Défendre les services de garde d'enfants et le bien-être des femmes
- Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes leaders de divers milieux
- Éclairer et façonner notre avenir féministe



UNE VOIX NATIONALE. DES ACTIONS LOCALES.



Amanda Arella

Directrice nationale, Politiques publiques et plaidoyer

YWCA Canada

104 Edward St, 1er étage
Toronto, Ontario, M5G 0A7
(416) 962-8881
aarella@ywcacanada.ca
<https://ywcacanada.ca>



**Mettre fin à
l'épidémie de
violence basée sur
le genre et de la
violence entre
partenaires intimes**



La violence basée sur le genre (VBG)

désigne tout acte de violence fondé sur le genre, l'expression de genre, l'identité de genre ou le genre perçu d'une personne. Bien que souvent considérée comme « uniquement physique », la VBG se divise généralement en quatre catégories : violences émotionnelles, physiques, financières et sexuelles.

La violence conjugale (VC), également appelée violences domestiques ou conjugales, désigne les violences qui survient au sein d'une relation intime ou domestique, notamment les violences physiques, émotionnelles, financières et sexuelles.

Les groupes les plus à risque de faire face à de la VBG sont :

- Jeunes femmes et filles (de moins de 25 ans)
- Femmes noires et racisées
- Femmes autochtones
- Personnes 2SLGBTQIA+
- Nouvellement arrivées
- Femmes en situation d'handicap
- Femmes vivant dans des communautés nordiques, rurales ou éloignées



Le coût de la VBG au Canada

Coûts individuels

- Les personnes survivantes supportent le fardeau financier le plus lourd, avec des coûts directs et indirects.
- Les coûts directs comprennent le soutien médical et psychologique, ainsi que les frais légaux, pour le logement et la relocalisation.
- Les coûts indirects découlent de la perte de revenus et de productivité.

Coûts nationaux

- Une étude de 2012 a révélé que la VBG coûte au PIB canadien environ 8,4 milliards \$ (11,3 milliards \$ en 2025) par an.
- En 2013, le coût annuel des agressions sexuelles et de la violence conjugale s'élevait à 334 \$ (445\$ en 2025) par personne, soit 9 milliards \$ (12 milliards \$ en 2025) pour l'ensemble du Canada.



La YWCA appelle le gouvernement à :

Investir dans la mise en œuvre d'un plan d'action national complet sur 10 ans, coordonné à l'échelle nationale et centré sur les personnes survivantes, pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

Investir dans des programmes de prévention et d'intervention contre la violence basée sur le genre pour répondre à cette crise le plus tôt et le plus rapidement que possible.

“

La YWCA m'a littéralement sauvé, moi et mes enfants, à un moment où j'avais l'impression de m'enfoncer si profondément dans un trou dont je ne pouvais pas en sortir. Vous m'avez aidé à rester à la surface.

- Bénéficiaire du soutien de la YWCA

DES VIES SONT EN JEU : LE COÛT HUMAIN DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE AU CANADA

48 heures

est la fréquence à laquelle une femme ou une fille est tuée. 93 % sont tuées par un partenaire intime ou un membre de leur famille mâle.

154

enfants se sont retrouvé·e·s sans mère en 2024 à cause des féminicides.

1,000

femmes sont refusées des hébergements pour femmes victimes de violence chaque nuit en raison du manque de capacité.

1 sur 5

des personnes survivantes quittant les hébergements pour victimes de violences conjugales retournent vivre avec leur agresseur, en raison d'un manque de ressources financières.